

# Richard Wolff : Défaite des États-Unis en Iran et fin de l'empire américain

Le professeur Richard Wolff analyse la signification de la défaite des États-Unis en Iran, qui accentue le déclin de l'empire américain. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdiesen](https://buymeacoffee.com/gdiesen) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons une fois de plus le professeur Richard Wolff pour parler de la guerre contre l'Iran, ou plus précisément, de ce qui semble n'être pas un accord de paix, mais plutôt un protocole d'entente. Merci d'être avec nous. Quand on regarde la guerre contre l'Iran, il semble qu'avec cet accord, les États-Unis cherchent soit une désescalade, soit la paix. On peut imaginer plusieurs explications : peut-être qu'ils ont épuisé leurs capacités militaires, que la situation ne joue pas en leur faveur à l'approche des élections de mi-mandat, ou encore que l'économie mondiale est en train de plonger. Mais au fond, on ne sait toujours pas très bien si c'est une pause temporaire, ou si les États-Unis acceptent vraiment un nouveau statu quo, beaucoup moins favorable pour eux. Alors, à partir de la situation actuelle, comment analysez-vous les conséquences économiques de cette guerre avec l'Iran ?

## #Richard Wolff

D'accord, laissez-moi vous dire comment je vois les choses. D'abord, pour répondre à ce que vous venez de dire, en tant qu'Américain, je suis né ici, j'ai vécu et travaillé ici, aux États-Unis, toute ma vie. J'aimerais pouvoir croire, ne serait-ce qu'un peu, que c'est la fin de l'histoire. Qu'une leçon a été tirée, qu'un accord a plus ou moins été trouvé, et que les États-Unis ont désormais peur de s'approcher de tout ça à nouveau. J'aimerais que ce soit vrai. Mais je n'y crois pas, pas du tout. Pour ceux qui dirigent ce pays, c'est une retraite tactique, une défaite, parce qu'ils ont perdu une guerre.

Ils ont mal évalué la situation. Ils ont mal évalué leurs propres capacités. C'est une surextension classique d'un empire en déclin. Je ne pense pas qu'ils aient compris ce que ça signifie, ce qui veut dire qu'ils recommenceront. La seule question, c'est dans quelle situation précise ça se produira, quand exactement, et sous quelle forme. Est-ce que ça pourrait être à nouveau au Moyen-Orient, ou en Asie de l'Ouest ? Tout à fait. Est-ce que ce dossier est clos ? Pas du tout. Si Monsieur Netanyahu reste en place et poursuit ses opérations au Liban, ce serait une occasion.

Si Monsieur Netanyahu perd son poste et va en prison, et que Monsieur Bennett le remplace, il a déjà dit qu'il allait traiter la Turquie comme si c'était le nouvel Iran, pour reprendre ses mots. Et donc, Dieu seul sait où tout cela va mener, que ce soit pour la Turquie, sa relation avec l'OTAN, avec la Russie ou avec les États-Unis. C'est un terrain d'excès totalement ouvert. On dirait presque que tout est fait pour qu'on commette des erreurs. Et à Washington, les gens aux commandes ont déjà montré que l'ampleur des erreurs qu'ils peuvent faire est littéralement sidérante. Alors, qu'est-ce qu'on peut attendre de Monsieur Trump, de Monsieur Hegseth, ou des autres — Vance, Rubio ? Regardez-les. Soit ils prennent de mauvaises décisions, soit ils les acceptent. Et c'est tout.

Ils ne les en empêchent pas. Ils n'en ont ni l'intérêt, ni la capacité. Pendant ce temps, les médias américains, même s'ils formulent parfois quelques critiques... j'aimerais pouvoir vous dire que ces critiques vont dans le sens que vous et moi pourrions espérer, mais ce n'est pas le cas. Si les démocrates battent les républicains en novembre — et ce n'est pas si loin —, et si les démocrates qui gagnent sont les centristes officiels, ceux qui dominent le parti, alors ils feront davantage, et non moins, pour soutenir Israël. Ils feront davantage, et non moins, pour soutenir les Européens autour de l'Ukraine. Alors, à quoi exactement devrions-nous nous attendre ? Eh bien, si vous voulez mon avis, voici ce qui, à mes yeux, donne encore un peu d'espoir.

Le fait est qu'à la fin, c'est l'Iran qui a gagné. Peu importe ce que dit ou ne dit pas ce mémorandum, peu importe où il aboutit, c'est évident. C'est même évident ici, aux États-Unis, où certains essaient de le cacher. C'est impressionnant, mais ça ne marche pas. Alors, vous allez voir la gauche, la droite, pour des raisons différentes et avec des objectifs différents, tous d'accord pour dire clairement que ce qui vient de se passer, ce n'est pas une bonne chose. Pas du tout. Et on le voit même dans l'attitude du marché boursier. D'un côté, il veut faire croire que l'essence et le pétrole vont devenir moins chers qu'avant. De l'autre, ce n'est pas si clair. Ce n'est pas si sûr.

Et on ne sait pas vraiment combien de temps il faudra pour les faire baisser, ni combien de temps elles resteront basses, même si on y arrive. Et puis, quel rôle jouera le fait de devoir reconstituer les réserves stratégiques qui ont été largement utilisées ces deux ou trois derniers mois à cause de tout ça ? Aux États-Unis, c'est presque toute la réserve qui avait été constituée. La Chine aussi a puisé une grande partie de la sienne. Alors, comment tout ça va-t-il se résoudre ? Si on met tout ça bout à bout, le problème, ce n'est pas seulement qu'on ne sait pas. C'est que la leçon, ici, c'est qu'on ne peut pas imaginer qu'on ne sera pas victimes d'un excès de pouvoir impérial. Parce que l'empire qui est en déclin, et qui vient justement de dépasser ses limites, ne comprend pas ce que je viens de dire. Il ne le voit pas comme ça. Il ne veut pas le voir comme ça. Et il n'acceptera jamais cette idée.

Même les voix les plus critiques, des gens avec qui je suis souvent d'accord, de qui j'apprends beaucoup et que j'apprécie, y compris certains qui interviennent dans votre émission, je ne pense pas qu'ils soient encore prêts à aller jusque-là. Peu de personnes comprennent vraiment ce que signifie un empire en déclin, et encore moins font le lien avec ce qui se passe aujourd'hui. Pourtant, à mon avis, c'est la question centrale. La dégradation de l'empire déterminera jusqu'où ira la

surexpansion, où et quand elle se produira, et quelles en seront les conséquences, potentiellement dévastatrices.

## **#Glenn**

Et que dire de l'importance du détroit d'Ormuz passant, disons, sous administration iranienne ? Parce que, d'après ce que j'ai compris du protocole d'accord — même si, encore une fois, on n'a pas encore vu le texte — les Iraniens ne prélèveraient pas de péage, c'est-à-dire simplement de l'argent pour traverser, mais ils prendraient des frais. Apparemment, la différence entre un péage et des frais, c'est que ces frais incluent la gestion du détroit : l'assistance à la navigation pour les différents navires, les infrastructures de sécurité, les opérations de recherche et de sauvetage, ainsi que les questions environnementales. Donc, en principe, ces frais sont censés couvrir tout cela.

Je suppose que ce n'est pas si étrange... enfin, ce n'est pas sans précédent, je pense. Parce que, par exemple, dans le Bosphore, les Turcs prélèvent bien un droit de passage. Mais avant, ça n'existait pas, et maintenant, ça va exister. Et ça montre aussi que ce couloir maritime, qui est absolument essentiel pour le transport, ne sera plus sous contrôle américain. Il sera, si on peut dire, à la merci de l'Iran. Alors, quelle est la portée économique et sécuritaire de ce résultat ? Les gens peuvent se plaindre autant qu'ils veulent, mais, vous savez, si les États-Unis pouvaient en prendre le contrôle, ils le feraient. Simplement, ils ne le peuvent pas. Donc, à un moment donné, il faut bien reconnaître cette nouvelle réalité, peu importe à quel point on la trouve injuste.

## **#Richard Wolff**

Eh bien, moi, je ne trouve pas ça injuste. Mais laissez-moi répondre à votre question, ou plutôt à votre remarque. Je pense que vous avez tout à fait raison. C'est, à mon avis, l'une des conséquences les plus marquantes, et je dirais même une confirmation stupéfiante de l'idée d'un empire en déclin. Il y a eu un moment, ces dernières semaines, où Trump répondait à des journalistes, et le sujet que vous venez d'évoquer est revenu sur la table. Il a levé le doigt, comme il aime le faire, et il a dit : « Le détroit restera ouvert, il n'y aura ni frais ni droits, aucun. Nous surveillerons. » Mais au fond, qu'est-ce qu'il dit ? Autrefois, les États-Unis possédaient et géraient ce passage. C'était eux qui décidaient de le laisser libre, compte tenu des alliés qui en dépendaient, et aussi de la manière, directe ou indirecte, dont les États-Unis eux-mêmes dépendaient de cette voie de passage.

Laissez faire. Peu importe. C'est un passage libre, non ? Eh bien, les Iraniens ont montré que non, ce n'est pas le cas. Ils ont dit : nous allons nous y intéresser, nous allons le surveiller, et nous allons le couvrir de nos missiles, que personne ne peut nous enlever. Et si vous ne vous comportez pas comme nous l'avons déclaré, nous vous avons déjà montré que nous pouvons raser vos bases militaires dans la région du Golfe. Nous attaquerons vos alliés. Nous frapperons quiconque vous servez de base pour interférer avec nous. Voilà. Un empire, soit il contrôle la situation, soit il ne la contrôle pas. Ce qui vient de se passer, c'est simplement un changement de direction : des États-Unis comme autorité de fait, à l'Iran comme nouvelle autorité de fait.

Et bien sûr, si vous pouvez résoudre votre absurdité diplomatique en remplaçant le mot « péage » par le mot « redevance », et que ça vous procure une grande satisfaction, allez-y. Tous les acteurs de cette partie savent très bien ce qu'on fait ici. J'ai travaillé, dans ma vie, avec d'innombrables entreprises. Je sais comment elles tiennent leurs comptes. Elles déplacent une ligne, une dépense ou une recette d'une catégorie à une autre pour gérer leur facture fiscale, leur image publique, ou leur rapport annuel aux actionnaires. Elles le font de différentes manières, et parfois elles se font prendre. Et ça veut simplement dire qu'elles doivent être plus prudentes dans la façon dont elles s'y prennent.

Quand vous calculez des frais pour couvrir vos coûts, est-ce que ça inclut les batteries de missiles ? Parce que ça, c'est un coût. Il faut en avoir beaucoup, prêtes à viser, pour pouvoir atteindre un navire n'importe où dans ce détroit. Et bien sûr, ils vont le faire. Ils doivent le faire. Tous ces éléments font partie des coûts qu'ils peuvent imputer à l'exploitation de ce détroit. Au fond, la question est simple : soit les États-Unis acceptent que le contrôle du détroit d'Ormuz n'est plus une prérogative américaine — qu'il appartient désormais à l'Iran —, soit ils le contestent. Est-ce que ça veut dire que les États-Unis ne peuvent pas le remettre en cause ? Bien sûr que si. Monsieur Trump peut rétablir le blocus qu'il vient de lever. Si j'ai bien compris le mémorandum, il prévoit justement la levée des blocus, et ainsi de suite.

Mais il pourrait réimposer le blocus, sans même parler de son efficacité ou non. Mais il le pourrait. Il pourrait bombarder à nouveau. D'ailleurs, ce matin, les gros titres dans ce pays — je ne sais pas ce que vous avez en Europe — mais ici, les gros titres disaient qu'il avait déclaré qu'il pourrait bombarder encore une fois. Je vous cite : « Si les Iraniens ne se comportent pas, je les bombarderai de nouveau. » Bon, mettons de côté le langage un peu brutal. On y est habitués maintenant. Mais c'est aussi exact. Il a raison. C'est bien ce que nous ferons. Et si les démocrates arrivent au pouvoir, rien ne dit qu'ils ne feront pas la même chose. Ce sont les responsables du Parti démocrate qui ont fait une grande partie du travail pour rapprocher l'OTAN de l'Union soviétique, puis de la Russie. Ce sont les démocrates qui ont poussé tout cela. Ce sont les démocrates qui ont adopté les objectifs politiques d'Israël.

Ce sont les démocrates qui ont poursuivi ceux qu'ils appellent les pro-palestiniens, mais qui, en réalité, ne sont pas pro-palestiniens dans ce pays. Ils sont anti-israéliens, voire génocidaires. Mais, vous savez, les démocrates sont là-dedans, ils font ce qu'ils pensent devoir faire, et ils se montrent très hostiles envers les démocrates progressistes. On en a quelques-uns, comme Bernie Sanders et d'autres, qui essaient d'aller dans l'autre sens, mais ils restent très secondaires. C'est un peu comme espérer que Monsieur Netanyahu parte, sans comprendre la politique israélienne, pour dire : non, non, non, ça ne règlera pas le problème. Parce qu'en Israël, il y a une majorité claire qui veut faire ce qu'elle fait. Donc, en résumé, c'est un événement d'une grande importance.

C'est une étape, un jalon dans le déclin de l'empire américain, il n'y a aucun doute là-dessus. Les dégâts pour un allié des États-Unis, en l'occurrence Israël, sont évidents. Le désordre en Israël, qui

en découle, l'est tout autant. La confiance des Iraniens, et le fait que les autres pays du Golfe soient en train de réorganiser activement leurs relations avec l'Iran, parce qu'ils comprennent qu'ils sont en première ligne dans ce jeu-là... Pour eux, le déclin de l'empire américain est une menace existentielle. C'était leur protection. Et d'ailleurs, je sais que vous en avez parlé dans votre émission, pour moi, c'est exactement le même problème qu'en Ukraine et en Europe. Les Européens ont dû apprendre que, après avoir choisi pendant soixante-quinze ans de dépendre entièrement des États-Unis, ils se retrouvent aujourd'hui exposés à ce que fait M. Trump : les couper de cette protection.

Ils ont misé sur le mauvais cheval, et maintenant que ce cheval boîte, la réalité s'impose. Les dirigeants européens, les responsables politiques, s'accrochent à une russophobie désespérée, parce qu'ils ne savent plus quoi faire d'autre. Sinon, ils devront faire face à une population qui leur dira : vous, les dirigeants, vous avez été main dans la main avec les Américains depuis soixante-quinze ans, et regardez ce que ça nous a coûté. On se désindustrialise. On prend du retard. Le monde est devenu le terrain de jeu des États-Unis et de la Chine, et l'Europe n'est plus qu'une arrière-pensée, intéressante surtout pour le tourisme. Ce n'est pas ce qu'on voulait. Et tout ça, c'est parce que vous vous êtes alliés avec les États-Unis.

Comment on se protège contre ça ? Eh bien, on invente un ennemi encore pire. On peut détourner et distraire son peuple en mettant toute l'attention sur un danger urgent, qu'il faut sans cesse exagérer. Comme ça, des gens comme vous, moi, et beaucoup d'autres qui regardent tout ça, se demandent : d'où vient cette hystérie ? Cette hystérie, comme n'importe quel psychologue vous le dirait, c'est un indice qu'il se passe quelque chose d'important. Ce n'est pas forcément ce qu'ils prétendent, mais c'est quelque chose de significatif. Et la réponse, c'est que c'est une menace existentielle pour toute une classe politique, qui s'est installée dans un système qui s'est révélé profondément instable. Et d'ailleurs, c'est encore pire pour la classe des employeurs, parce que les employeurs européens, les capitalistes, se retrouvent aujourd'hui pris en étau entre les États-Unis et la Chine.

Ils sont désespérés, et ils se tournent vers leurs dirigeants politiques en disant : vous devez nous aider. Vous devez nous subventionner. Vous devez nous donner de l'argent bon marché. Vous devez compenser la flambée des coûts de l'énergie. Et on sait très bien que vous ne pouvez pas faire ça tout en maintenant l'État-providence que vous avez construit au vingtième siècle. Il faut y mettre fin. Vous devez démanteler cet État-providence et nous donner cet argent sous forme de keynésianisme militaire, ou autre, pour nous faire traverser cette mauvaise période. Peu importe comment vous le faites, mais vous devez le faire. Alors, la classe politique en Europe, comment s'y prend-elle ? Par la russophobie. Regardez l'Allemagne : on peut justifier le renforcement de son appareil de défense en faisant de la Russie le grand épouvantail.

Bravo pour vos politiciens. Vous savez, il y a une blague bien connue dans le lexique américain des films de l'Ouest, les films de cow-boys. La blague, qu'on retrouve sans arrêt dans ces films, dit à peu près ceci : un groupe de bandits arrive en ville à cheval et braque la banque locale. Les habitants sont furieux, leur banque vient d'être cambriolée. Ils commencent à en vouloir au shérif, parce que c'

est son travail d'empêcher ce genre de choses. Et le shérif, avec un grand sourire, ordonne à ses adjoints : « Allez, attrapez-moi les suspects habituels. » Autrement dit, au lieu d'affronter les critiques de sa communauté pour avoir échoué, il trouve quelqu'un sur qui ils peuvent déverser leur colère — les suspects habituels.

Eh bien, pour vous, le coupable habituel en politique européenne, c'est la Russie, c'est l'Union soviétique, c'est toute l'histoire, en fait, depuis dix-neuf dix-sept — la menace bolchevique, et tout ce qui s'ensuit. Alors, avec un peu d'imagination, ils se sont mis à calmer à la fois leurs angoisses politiques et la demande pressante de soutien public que le monde des affaires leur impose. Et pour moi, tout ça, c'est du grain à moudre. Voilà les États-Unis, qui, pour leurs propres raisons, doivent lâcher leurs alliés européens, lâcher le Canada et le Mexique, se tromper maintenant sur l'Iran, et lâcher Israël. Regardez bien : c'est un empire en déclin, et il sème des catastrophes en s'effondrant sur sa trajectoire historique.

## **#Glenn**

Vous avez mentionné un protocole d'accord, et le fait que Trump menace à nouveau d'utiliser la force. Il a aussi dit que si le protocole d'accord ne lui plaisait pas, il reprendrait les bombardements contre les Iraniens. Vous savez, il a même dit quelque chose comme : « leur mettre une claque en plein milieu de la tête ». Mais c'est intéressant, parce que dans ce protocole d'accord, il est censé être écrit que, pendant la période de négociation, il ne doit y avoir ni usage de la force, ni menace d'en faire usage. Donc, au fond, ça ne vaut pas grand-chose, puisqu'il n'a pas l'intention de le respecter. Je pense que, depuis plus de trente ans, tous les accords internationaux servent surtout à contraindre l'autre camp, pas l'hégémon. Alors oui, il faut sans doute s'habituer à ce nouveau monde, même après avoir été vaincu.

Mais vous avez dit quelque chose d'intéressant à propos des États du Golfe. Eux aussi doivent reconnaître la réalité. Autrement dit, ils ne peuvent pas miser tout leur avenir sur un cheval perdant. Et si on prend un peu de recul, le détroit de Malacca, l'Iran... vous savez, tout ça joue un rôle central, non seulement dans l'économie américaine, mais aussi dans l'économie mondiale. Depuis soixante et onze, quand les États-Unis ont abandonné l'étalon-or, ils l'ont en quelque sorte remplacé, en soixante-treize, par le pétrodollar, en faisant vendre le pétrole des États du Golfe en dollars américains. Aujourd'hui, ça change tout. Ce système finance l'intelligence artificielle américaine dans la rivalité avec la Chine. Alors, quelles pourraient être les répercussions, ou les conséquences ? Parce que tout cela dépasse largement le différend entre les États-Unis et l'Iran. On peut même dire que ça pourrait ébranler toute l'économie mondiale, et, d'une certaine manière, l'empire américain lui-même.

## **#Richard Wolff**

Oui, c'est possible. Mais laissez-moi, disons, me mettre un instant dans la peau d'un économiste avec vous. Tout ça, ce qu'on pourrait appeler le *\*Sturm und Drang\**, pour reprendre cette vieille

expression allemande... La Chine, à ce que je vois, reste un spectateur amusé. Elle est occupée à faire croître son économie, et sur le long terme, c'est ce qui lui a apporté tous les avantages imaginables. Elle n'est pas bombardée. Elle ne gaspille pas ses ressources à bombarder qui que ce soit. Elle renforce son armée — et elle aurait tort de ne pas le faire —, elle en a les moyens, et elle continue de se développer. Je veux rappeler que l'Iran fait partie des BRICS. L'Iran vient de gagner une guerre, une guerre qui n'était pas seulement dirigée contre lui, comme tout le monde le sait, pas plus que l'Ukraine n'est seulement une affaire ukrainienne.

C'est une guerre entre la Russie et l'Occident. Et d'une certaine façon, l'Iran, c'est un affrontement entre les BRICS — donc la Chine et ses alliés d'un côté, et les États-Unis et leurs alliés de l'autre. On le voit bien, si ce n'était pas déjà évident : le G7 est réuni en ce moment, près de Genève, en Suisse, depuis quelques jours, et ils tâtonnent, sans trop savoir quelle direction prendre. Les pays ont annoncé leur soi-disant soutien aux États-Unis. Moi, je trouve ça sidérant. Ils ne savent même pas ce qu'il y a dans le document, et ils décident quand même de le soutenir. C'est le comportement de quelqu'un qui sert. C'est une mentalité de serviteur.

Ils continuent de penser qu'ils doivent s'en tenir à leur ancienne position d'alliés des États-Unis, peu importe la façon dont les États-Unis les traitent. En fait, vous donnez même une leçon aux démocrates ici : il n'est pas nécessaire de chercher à s'arranger avec les Européens. Il y a très peu à leur concéder, et pas mal à leur prendre. Si on comprend bien la logique, l'une des raisons pour lesquelles on voit cette russophobie, c'est qu'elle permet de créer une sorte de soutien étrange aux États-Unis pour ce type d'hostilité. Et c'est ce qui maintient un peu de soutien ici, aux États-Unis, parce que les États-Unis ne craignent pas tant la Russie en elle-même, mais plutôt le lien entre la Russie et la Chine. Et les Européens, eux, servent un peu à détourner une partie de cette inquiétude.

Mais à part ça, c'est une démonstration de l'émergence des BRICS. Je pense qu'on va voir les États du Golfe, les pays asiatiques qui hésitaient à se rapprocher des BRICS, hésiter beaucoup moins maintenant. Ils vont comprendre qu'on peut répéter autant qu'on veut, comme ils le font, que les BRICS ne sont qu'une association économique, pas une alliance militaire. Mais on ne peut pas tracer une frontière aussi nette. L'Iran a bénéficié non seulement du soutien évident qu'il a reçu de la Russie et de la Chine, mais aussi du fait qu'il faisait partie des BRICS. Il y a toutes sortes d'avantages, directs et indirects, dont l'Iran a pu profiter. S'il n'avait pas été membre des BRICS, il aurait sans doute reçu moins de soutien de cette manière. Et qui sommes-nous pour dire, sans en savoir plus, à quel point tout cela a compté ? C'est un risque qu'aucun gouvernement ne peut se permettre de prendre. On veut ce soutien — autant qu'on peut en obtenir.

Oui, je pense que ça change vraiment l'équilibre entre les BRICS, en tant qu'alliance, d'un côté, et le G7 de l'autre. Le G7 me paraît de plus en plus faible, alors que les BRICS deviennent de plus en plus puissants. Et cet événement avec l'Iran en est une nouvelle preuve. L'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite sont maintenant les grands pays de la région. Et, vous savez, l'Arabie saoudite et l'Iran font déjà partie des BRICS. La Turquie, pas encore, mais à mon avis, ça ne va pas tarder. Et la question, c'est comment ils vont gérer ça. Est-ce qu'ils resteront dans l'OTAN ? Est-ce qu'ils vont en sortir ? L'

ambiguïté du conflit entre la Turquie musulmane et l'Europe chrétienne, tout ça reste en toile de fond et rend la situation encore plus complexe. Et si les États-Unis se détachent d'Israël — et je veux insister là-dessus — j'ai vécu, comme je l'ai dit, toute ma vie aux États-Unis.

Et à cette époque, le soutien à Israël était largement majoritaire. Cela tenait à un problème ancien d'antisémitisme aux États-Unis, un problème qui existe toujours, et qui a provoqué, disons, une sorte de réaction sur plus d'un siècle, chez des gens qui estiment qu'il ne faut surtout pas aller dans cette direction. Il y avait aussi de l'empathie et de la compassion pour ce qui s'était passé pendant la Shoah, dans l'Allemagne nazie, et tout ce qui en découle. On voyait donc Israël comme une entreprise courageuse, menée par des victimes d'un génocide qui tentaient de se reconstruire. Et puis, il y avait ces formules du genre : « un peuple sans terre trouve enfin une terre sans peuple », et ainsi de suite. Sans trop regarder les faits de près, on pouvait y croire, même si ça n'a jamais été vrai, mais on pouvait y croire. Et j'ai constaté, jusqu'à aujourd'hui, que l'opinion majoritaire aux États-Unis n'est désormais plus favorable.

Israël a perdu la majorité du peuple américain. Oui, vraiment. Et ça, malgré la proximité politique entre les deux pays, la proximité militaire aussi, et le fait que, probablement, si ce n'est pas le plus grand, c'est l'un des cinq plus puissants groupes de lobbying politique et financier du pays — l'AIPAC — soit impliqué dans presque toutes les élections, pas seulement au niveau fédéral, mais souvent aussi au niveau des États, en essayant d'influencer la politique pour qu'elle reste favorable à... Tout ça est aujourd'hui plus faible que je ne l'ai jamais vu de mon vivant. Et ça veut dire que le problème israélien, ce n'est pas seulement le désastre de ce qui s'est passé avec l'Iran, ce qui est crucial, mais que tout cela arrive au moment même où, aux États-Unis, l'opinion publique... s'est évaporée.

Je ne pense pas... enfin, qui peut savoir... mais je ne crois pas que ça reviendra. Le sens du changement, à mon avis, ne va pas s'inverser de sitôt. Je vais vous donner un exemple. Je vous parle depuis New York, là où je vis et où je me trouve en ce moment. En novembre dernier, on a élu un nouveau maire, un jeune homme sympathique qui s'appelle Zohran Mamdani. C'est un musulman, un socialiste — c'est lui qui le dit — et, à la question d'un journaliste : « Que ferez-vous si Benjamin Netanyahu vient à New York ? », il a répondu : « Je le ferai arrêter. » Vous voyez ? On parle ici de la plus grande communauté juive des États-Unis, juste ici, à New York. Et la majorité d'entre eux ont voté pour lui.

Et ce n'était pas à propos de lui. C'était à propos du refus de faire partie des anciens appareils républicain et démocrate. Et c'est ça, la réalité de ce pays. Ce serait une erreur — et je le dis à mes collègues dans le domaine des relations internationales, des gens que j'admire et que je respecte, comme John Mearsheimer, des personnes que vous connaissez et avec qui vous travaillez aussi — je comprends la logique de la politique des grandes puissances, mais ce serait une erreur de ne pas toujours se demander pourquoi les grandes puissances font ce qu'elles font. Ce n'est pas seulement à cause de la nature particulière de leurs relations. C'est aussi, et souvent surtout, le reflet de ce qu'il y a en dessous, de ce qui doit être analysé et pris en compte.

Le capitalisme, dans ce pays, est en difficulté. Le déclin de cet empire entraîne aussi la chute du système économique dont il était, après tout, l'expression. Ça ne devrait surprendre personne. Et la remise en question du capitalisme est aujourd'hui plus forte que jamais dans ma vie. C'est déjà un grand changement, et ça le devient encore plus, quand la ville de New York élit un socialiste. Un socialiste que Jamie Dimon, le patron de notre plus grande banque, JPMorgan Chase, doit ensuite rassurer, parce qu'il s'inquiète un peu de la direction que tout ça pourrait prendre. Et il a bien raison de s'en inquiéter.

## **#Glenn**

Où pensez-vous que tout cela nous mène, Glenn Diesen ? Est-ce qu'on assiste à la désagrégation de l'empire, à celle de la république ? Parce que beaucoup de choses en dépendent. On voit, comme vous l'avez dit, la fragmentation de la relation transatlantique. Je sais bien que les dirigeants européens sont prêts à tout pour, disons, apaiser ou se plier à Trump, dans l'espoir de maintenir le partenariat en vie. Mais en ignorant leurs propres intérêts nationaux, ils accumulent beaucoup de ressentiment, et une opposition de plus en plus forte, prête à tout renverser. Ce n'est pas tenable. On voit aussi que leurs relations avec Israël sont sous tension. Les États arabes, eux aussi, vont devoir s'adapter à de nouvelles réalités. Et en Asie de l'Est, on tire également des conclusions face au déclin des États-Unis, y compris à l'intérieur même de l'Amérique.

On voit bien que Trump va être humilié. Ce sera très difficile pour son gouvernement de survivre. Et celui ou celle qui viendra après lui... chaque président américain semble toujours se présenter avec l'idée qu'il va « restaurer la grandeur » du pays. Mais si, pour être un président efficace, il faut s'adapter à de nouvelles réalités — c'est-à-dire à un monde multipolaire — alors là, ça va vraiment ébranler les fondations mêmes des États-Unis. Comment tout ça s'inscrit dans la situation politico-économique mondiale ? Parce qu'il ne s'agit pas seulement de l'Amérique toute seule. Depuis plus de trente ans, tout l'ordre mondial s'est structuré autour de l'empire américain. Alors, que va-t-il se passer ? C'est une très, très grande question... mais oui, que se passe-t-il maintenant ?

## **#Richard Wolff**

Eh bien, tout ce que je peux dire... enfin, vous avez raison, c'est une grande question. C'est même la grande question qu'on pose toujours. Je pense que ce qu'on va voir, et que l'acteur principal dans tout ça — pas le seul, mais le principal — ce sera probablement la Chine. Oui. Les Chinois vont devoir décider, avec le reste du monde, si la prochaine phase de notre histoire, à l'échelle de la planète, sera — je vais être très direct, juste pour faire passer l'idée — est-ce qu'on va entrer dans une ère d'empire chinois ? Est-ce que c'est ça qui va se passer ? Est-ce qu'on va assister, sous une forme ou une autre, au déclin de l'empire américain ? Et qui pourrait le remplacer ? La réponse, c'est qu'aucun pays européen ne le peut. C'est absurde. Et franchement, qui d'autre ? La Russie ne peut pas. Son économie est bien trop petite.

La Chine, c'est la Chine. Ou, si on veut, un mouvement où l'empire chinois, pas à pas, remplace les Américains. Et si vous voulez voir comment ça se passe, regardez l'Asie, regardez l'Afrique, regardez l'Amérique latine. Pays après pays, que ce soit pour les ports, les chemins de fer, les écoles ou les systèmes de santé, on voit arriver des spécialistes chinois. Ce sont eux qui construisent les ports, qui posent les rails, qui montent les infrastructures. L'un après l'autre. Et ça concerne aussi bien des pays des BRICS, donc plutôt amis, que d'autres qui ne le sont pas. Ces pays vont à Washington, on leur propose un accord, puis ils vont à Pékin, on leur en propose un meilleur, et ils choisissent le meilleur. Ce n'est pas du tout aussi compliqué qu'on pourrait le croire.

Ou bien, est-ce que les Chinois sont assez intelligents, eux qui ont déjà été un empire, donc c'est un peu dans leur histoire, pour comprendre que ce n'est pas la stratégie qu'ils devraient suivre ? Parce que si tu fais ça, tu t'exposes à subir, un jour, ce que tu es en train de faire à l'empire précédent. C'est comme si les États-Unis avaient pu tirer une leçon du fait d'avoir fait partie de l'Empire britannique : est-ce que tu veux vraiment devenir le pays dominant, celui contre lequel tu viens de faire une révolution ? Est-ce que c'est vraiment là que tu veux aller ? Les Américains ne se sont jamais posé cette question. Ils ont juste foncé. Et maintenant, ils doivent en assumer les conséquences. Les Chinois, peut-être, seront une société capable de créer, de soutenir, d'encourager un véritable multilatéralisme, une coopération multinationale... Enfin, une part de moi — et je reconnais mes penchants un peu utopiques, tout le monde en a, moi aussi — se souvient qu'après la Première Guerre mondiale, on a essayé avec la Société des Nations.

Après la Seconde Guerre mondiale, on a essayé avec les Nations unies. D'accord, peut-être qu'on n'a pas besoin d'attendre une Troisième Guerre mondiale avant de faire un nouvel effort, un vrai, pour trouver une autre voie que celle de l'empire. Sinon, on reste coincés dans ce monde-là pour toujours — celui du conflit entre grandes puissances, où l'on finit par être reconnaissants envers une grande puissance, aussi oppressive soit-elle, simplement parce qu'elle maintient un certain ordre. Elle impose la paix, mais c'est une paix de contrôle. Et dès qu'elle s'effondre, on retombe dans cette période terrible dont on parle, où tout est instable et tout le monde se bat. Peut-être qu'en voyant tout ça, en comprenant à quel point c'est répétitif dans notre histoire, on peut choisir une autre voie.

Si vous me demandez si ça va arriver... Franchement, je n'en sais rien. Est-ce que les Chinois voient tout ça ? Aucune idée. Est-ce qu'il y a beaucoup de preuves, dans un sens ou dans l'autre ? S'il y en a, moi, je ne les vois pas. Les Chinois le disent, ça oui, je leur accorde. Xi Jinping parle comme ça, de temps en temps. Mais savoir si c'est, vous savez, juste de la rhétorique de circonstance ou quelque chose de vraiment sérieux... je ne sais pas. J'aimerais bien le savoir, mais non, je ne sais pas. Je pense que de plus en plus de gens vont se poser cette question — celle que vous avez soulevée, celle à laquelle j'essaie de répondre. On va voir des gens donner leur avis sur la direction que tout ça semble prendre, et sur celle qu'il vaudrait mieux suivre, avec cette image un peu utopique, si on veut, dans un coin de leur tête.

Nous devons mettre en place des structures économiques nationales qui soutiennent et facilitent ce genre de processus collectif. Sinon, si on organise les choses comme le capitalisme l'a fait à une certaine époque — avec des États-nations en concurrence — eh bien, c'est une recette connue. Chaque État-nation est capitaliste. Les capitalistes doivent réinvestir leurs profits pour croître. Leur croissance est une condition de leur survie. Mais ils ne peuvent pas tous croître au même rythme, ils doivent trouver un moyen de s'ajuster. Et ce mécanisme, souvent, c'est la guerre. Et là, on revient au point de départ. Alors, la vraie question, c'est de savoir si cette leçon sera enfin comprise.

Réfléchissons un instant ensemble. On devrait peut-être interroger la façon dont nos systèmes économiques, chez nous, sont organisés, et leur tendance à résoudre leurs conflits par des logiques de guerre entre grandes puissances nationales. Ou bien se demander s'il ne faudrait pas imaginer une toute autre manière d'organiser tout ça. Vous savez, le débat entre capitalistes et socialistes, ou entre capitalistes et communistes, ou encore entre marxistes et non-marxistes, aurait pu se faire sur cette base-là. Mais en général, ce n'est pas ce qui s'est passé. Comme si, d'une certaine façon, on pouvait se concentrer sur la macroéconomie à l'intérieur de l'État-nation, et laisser le reste... se débrouiller tout seul ? Eh bien, on est en train de vivre le résultat de cette logique, et ce n'est clairement pas un système qui fonctionne.

## **#Glenn**

Je dirais que, encore une fois, quand on regarde le déclin de l'empire américain, beaucoup de gens s'en inquiètent, et c'est normal qu'il y ait une certaine inquiétude. On ne sait pas ce qui va suivre, mais cela pourrait aussi ouvrir des opportunités. Par exemple, permettre aux États-Unis d'avoir un rôle plus durable dans le système international, s'ils deviennent une puissance parmi d'autres, dans un monde plus équilibré. Et puis, comme l'a dit ou écrit Zbigniew Brzezinski, quand il a publié ce qui était un peu la Bible de l'unipolarité dans les années quatre-vingt-dix, il expliquait qu'il serait très difficile pour les États-Unis d'être un empire à l'étranger tout en restant une démocratie chez eux.

Donc, on pourrait dire que cette fois, en avançant, la situation n'a pas forcément à être problématique. Elle pourrait être celle des États-Unis retrouvant une certaine discipline économique et financière, en stabilisant et en améliorant leur gouvernance intérieure. Je veux dire... Et puis, il me semble aussi que la Chine ne peut pas vraiment prendre la place des États-Unis. Parce que le rôle qu'ont eu les États-Unis, celui d'un empire mondial, c'était une période très particulière de l'histoire. Au fil des siècles, il y a eu de moins en moins d'acteurs majeurs. Et puis, bien sûr, pendant la guerre froide, il y en avait deux. Ensuite, l'Union soviétique a disparu, et il ne restait plus qu'une seule superpuissance mondiale.

Je pense que c'est la dernière fois dans l'histoire, ou du moins pour un avenir prévisible, qu'on verra une seule superpuissance. Je veux dire, même si la Chine aspire aujourd'hui à une position dominante à l'échelle mondiale, même ses alliés les plus proches, comme la Russie, commenceraient alors à prendre leurs distances. L'Inde, de son côté, renoncerait à une partie de son autonomie pour

adopter une stratégie d'équilibre plus ferme. À mon avis, un nouvel équilibre finirait par se rétablir si la Chine suivait cette voie. Donc, je ne pense pas que les Chinois soient aveugles. Je crois qu'ils comprennent bien qu'une grande partie du soutien dont ils bénéficient dans le monde vient justement du fait qu'ils ne cherchent pas à imposer une approche hégémonique. Mais bon, est-ce que tu as un dernier mot là-dessus ?

## **#Richard Wolff**

Oui. J'aimerais – j'espère que vous avez raison. J'aimerais que les Chinois aient compris, ou qu'ils comprennent, ou qu'ils finissent par comprendre la leçon que vous venez de résumer si clairement. Mais je sais qu'ici, aux États-Unis, ils n'ont rien appris. Ils n'ont rien retenu de l'Empire britannique et de son effondrement, auquel ils ont pourtant participé. Ils ont continué, en essayant très sérieusement de devenir l'hégémon mondial. Et sous la direction de monsieur Brzezinski et d'Henry Kissinger, ils ont littéralement mis ce projet en œuvre, l'ont administré, en se sentant très fiers, très satisfaits, sans se soucier du tout de l'avenir. Permettez-moi, pour conclure, de vous dire comment je vois les choses – et vous savez d'où je viens, donc cela ne vous surprendra pas. Vous avez cité une phrase intéressante, je ne me souviens plus de qui : on ne peut pas être un empire à l'étranger et une démocratie chez soi.

Eh bien, laissez-moi vous donner une phrase parallèle. Je crois qu'elle vient du juge de la Cour suprême Felix Frankfurter, il y a environ un siècle. Il disait qu'on ne peut pas avoir à la fois une grande concentration de richesses et une démocratie. Ces deux choses ne peuvent pas coexister. Donc, c'est un juge de la Cour suprême, il écrit ça noir sur blanc. Et je parierais que la plupart des gens assis dans une salle où quelqu'un dit ça, hocherait la tête en signe d'accord. Mais la réalité de l'Amérique, c'est que ça n'a absolument rien changé. C'est une belle formule, mais elle n'a jamais pris racine chez les gens qui devraient y croire pour qu'elle devienne réalité. Alors, où en est-on ? On a aujourd'hui la plus grande concentration de richesses de toute l'histoire américaine. C'est encore pire que ça ne l'était au dix-neuvième siècle.

C'est comme si tout le vingtième siècle, cette période où les inégalités avaient reculé aux États-Unis, surtout à cause de la Grande Dépression des années trente, qui les avait comprimées comme un accordéon... comme si tout cela avait été effacé. Nous sommes revenus, et même allés au-delà, des niveaux d'inégalité d'autrefois. Est-ce compatible avec la démocratie ? Bien sûr que non. La semaine dernière, nous avons célébré — et j'emploie ce mot avec précaution — dans ce pays, l'arrivée de Monsieur Elon Musk comme premier trillionnaire au monde. Autrement dit, ces dernières semaines, l'homme qui était déjà le plus riche de la planète, avec une fortune personnelle de plusieurs centaines de milliards de dollars, a vu sa richesse augmenter au point d'atteindre le trillion. Voilà comment fonctionne le capitalisme. Il rend les riches encore plus riches. Il l'a toujours fait, jusqu'à ce que les gens se révoltent ou que le système s'effondre.

Ensuite, on a une période de décompression, jusqu'à ce que ce soit surmonté, et puis on reprend la tendance de fond. Eh bien, j'ai bien peur que ce soit exactement ce qui se passe ici. Oui, tu as

raison, ce n'est pas compatible. La richesse corrompt notre démocratie, et on a une démocratie aussi corrompue qu'on puisse l'imaginer. Notre gouvernement est littéralement acheté et payé. C'est sidérant. On ne peut pas comprendre Israël sans ça. Israël l'a compris, et a su en tirer parti. On en arrive à un point d'absurdité. Le gouvernement des États-Unis finance Israël. Israël finance l'AIPAC. L'AIPAC achète le gouvernement qui finance Israël. Il faut garder un peu d'humour, sinon, ça rend fou.

Alors, quelle est la conclusion ? C'est ce que je voulais dire tout à l'heure. Il faut affronter le capitalisme. Le capitalisme a sa propre dynamique. C'est aussi important que les rivalités entre grandes puissances dont tout le monde parle en ce moment, et je comprends pourquoi. Le système des grandes puissances s'est effondré, alors tout le monde se concentre sur les manœuvres, les contre-manœuvres, tout ça. Je comprends. Est-ce qu'il y a une logique là-dedans ? Oui. Est-ce que ces grandes puissances existent vraiment ? Oui. Mais ce monde-là n'est pas séparé du monde du capitalisme, de sa logique de croissance et de tout ce que cela implique. Si vous laissez cette structure en place, vous obtiendrez les mêmes résultats.

L'un des grands thèmes, c'est la construction d'un empire. Un autre, c'est le déclin d'un empire. Et puis, la question suivante, c'est : comment l'économie émergente, la Chine, va-t-elle être différente ? Eh bien, selon moi, tout dépendra de la façon dont ils gèrent leur système économique interne. C'est une économie très particulière, à moitié capitaliste privée, à moitié entreprise d'État, avec un gouvernement et un Parti communiste qui coordonnent l'ensemble. Ils compensent les faiblesses de l'un par les forces de l'autre, dans un modèle hybride, intelligent, unique, et très réussi — ça devrait servir de leçon à tout le monde, non ? Mais il leur reste une question essentielle : est-ce vraiment une manière suffisante de gérer leur accession au rôle dominant qu'ils vont avoir ? Ou bien est-ce que cela risque de les mener dans la même impasse évolutive que celle qu'ont connue les États-Unis ?

## **#Glenn**

Eh bien, ça reste à voir. En tout cas, les temps à venir s'annoncent intéressants. Merci beaucoup d'avoir pris un moment de votre matinée pour nous.

## **#Richard Wolff**

Permettez-moi de prendre un instant, parce que je ne suis pas sûr que vos autres invités le feront. Votre émission devient vraiment de mieux en mieux. Je la regarde dès que j'ai un moment pour le faire. Vos questions sont excellentes, vos invités aussi. Certains de vos récents numéros sur ce qui se passe en Iran, ou sur la catastrophe européenne, ont été remarquablement instructifs. Et c'est un vrai service que vous rendez. Je veux que vous sachiez que beaucoup d'entre nous le voient, l'apprécient, et disent à tout le monde autour d'eux : « Allez voir ça, vous allez beaucoup apprendre. »

## **#Glenn**

Merci beaucoup. J'apprécie vraiment. C'est un très beau compliment venant de vous. Merci.